Introduction

Gérard Gonzalez

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/rdr/1201>

DOI : 10.4000/rdr.1201

ISSN : 2534-7462

Éditeur

Presses universitaires de Strasbourg

Édition imprimée

Date de publication : 16 novembre 2020

Pagination : 9-13

ISBN : 979-10-344-0073-7

ISSN : 2493-8637

Référence électronique

Gérard Gonzalez, « Introduction », *Revue du droit des religions* [En ligne], 10 | 2020, mis en ligne le 16 novembre 2020, consulté le 04 mai 2022. URL : <http://journals.openedition.org/rdr/1201> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/rdr.1201>

La *revue du droit des religions* est mise à disposition selon les termes de la Creative Commons - Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale 4.0 International - CC BY-NC 4.0.

INTRODUCTION

Gérard GONZALEZ

Université de Montpellier, Institut de droit européen des droits de l'homme (IDEDH)

Université de Strasbourg / CNRS, Droit, Religion, Entreprise et Société (DRES)

*H*eurts et malheurs de l'identité religieuse ou *Heurs et malheurs de l'identité religieuse* comme cela a été suggéré ? Si la première formulation, entièrement négative à la différence de la seconde, a été retenue, c'est bien pour rendre compte de ce que ce concept d'identité est porteur de frustrations, déceptions, colère, haine parfois. Un essai célèbre lui a été consacré sous le titre *L'identité malheureuse*¹, en 2009 le « Grand débat sur l'identité nationale » fait pschittt², flop³ quand il ne fait pas vomir⁴, plus récemment, sur fond de dérapages policiers, des manifestants sombrent (ou s'engouffrent) dans le « piège identitaire »⁵. Le droit exerce-t-il ses vertus apaisantes dès lors qu'il s'empare de cette thématique passionnante et passionnée ? Le texte de Danièle Lochak, introductif de ce dossier, postule que la thématique des identités, car le terme renvoie à des revendications individualistes multiples (la quête de ses origines, ses marqueurs biologiques...) en même temps qu'il vise l'appartenance à des groupes aussi nombreux que différents (les transsexuels, les musulmans, les « Peaux Rouges »...), ne se laisse pas facilement « saisir » par les juges qui ne disposent pas toujours des instruments

1. A. FINKIELKRAUT, *L'identité malheureuse*, Paris, Stock, 2013.

2. « Identité nationale : comment le débat a fait pschittt... », *Libération*, 8 févr. 2010.

3. G. DHELLEMES, « Le flop du “débat sur l'identité nationale” vu par la presse régionale », *Médiapart*, 18 déc. 2009.

4. Selon certains militants venus perturber un « échange » sur la question à Paris.

5. Y. THÉARD, « Racisme : “Le piège identitaire” », *Le Figaro*, 3 juin 2020.

normatifs adquats. Au-del de cette premire approche gnraliste, le dossier se focalise, ce qui est bien comprhensible compte tenu de son accueil dans la *Revue du droit des religions*, sur la question de l'identit spcifiquement religieuse. Et comme la « libert de religion drange⁶ », la lacit « sent la poudre⁷ », le mlange avec le concept d'identit aurait bien pu germer dans le cerveau drang d'un des « mchants » gnralement opposs James Bond et anims de passions destructrices. Ce dossier, n'taient la sagesse et le professionnalisme de ses contributeurs, pourrait bien nous « parpiller faon puzzle », pour reprendre une clbre rpartie des *Tontons flingueurs*. Certes, la lecture de chacun de ces textes, on peut discerner la tendance plutt favorable la mise en lumire des identits religieuses ou leur mise sous le boisseau de la lacit notamment. Mais le propre de ce dossier est d'alimenter le dbat, ventuellement en formulant ses prfrences, mais toujours en appuyant cette dmonstration par une dmarche scientifique aussi objective que possible. La pluridisciplinarit des intervenants contribue par ailleurs dcloisonner le dbat, l'entre soi trop souvent privilgi notamment chez les juristes, l'largir, voire l'lever.

Danile Lochak dresse un aperu de « la rsonnance croissante des revendications identitaires » et nous emmne sur le chemin tortueux qui conduit de la reconnaissance, difficile, du droit des minorits la problmatique des droits culturels, puis souligne le rle majeur de la jurisprudence de la Cour europenne des droits de l'homme dans la promotion du « droit l'identit ». Concluant brivement son propos sur une « France rtive », elle voque l'un des enjeux essentiels de la tolrance d'une identit religieuse assume par le port du foulard des femmes musulmanes et discerne notamment la crainte perceptible d'une « ethnicisation de la socit franaise » jusque sous la plume des juges. Les soubassements du dbat sont ainsi bien poss. Et le philosophe Guy Haarscher peut d'emble faire parler la poudre. L'auteur de *Comme un loup dans la bergerie. Les liberts d'expression et de pense au pril du politiquement correct*⁸ brandit l'tendard de la libert d'expression contre le « vilain mot “blasphme” », moins utilis mais auquel les censeurs auraient substitu des concepts plus politiquement corrects au service notamment de « crispations identitaires coloration religieuse », l o « la protection des “identits” ne peut russir qu'en dfendant de faon rigoureuse et cohrente les valeurs du vivre ensemble et la libert de la

6. G. GONZALEZ, *La Convention europenne des droits de l'homme et la libert des religions*, Paris, Economica, 1997, p. 5.

7. J. RIVERO, « La notion juridique de lacit », *D.* 1949, chron. p. 137.

8. Paris, Cerf, 2016.

pensée ». On rappellera cependant, comme l'a souligné la Cour européenne dans l'arrêt *S.A.S. c. France*, la « flexibilité de la notion de vivre ensemble et le risque d'excès qui en découle⁹ », comme en témoigne le basculement qui veut qu'aujourd'hui le « vivre ensemble » s'incarne dans les gestes barrières et le port d'un masque censés limiter la propagation du Covid-19.

Vincente Fortier nous emmène sur des eaux *a priori* moins turbulentes, les codes Dalloz et le juge judiciaire en constituant les digues. Faux semblant !! Vincente Fortier, comme à son habitude, jongle avec les référents juridiques, décortique les énoncés subjectivés des juges mais, là où l'on attend un long fleuve tranquille, tout n'est qu'agitation, remous, bousculement. L'identité bouscule l'altérité et, dans un mouvement de balancier qu'affectionnent les juristes, l'altérité bouscule l'identité. Le travers de ces bousculades binaires, c'est qu'on risque de ne pas avancer beaucoup à l'image de ces mêlées de rugby où chacun s'efforce de renverser l'autre ou, *a minima*, de camper sur ses positions. Vincente Fortier montre que l'altérité, c'est-à-dire le rapport à l'autre, l'emporte en droit sur l'identité et même les coups de boutoir de la Cour européenne des droits de l'homme s'amollissent au bénéfice de la pression sociétale, comme l'illustre la jurisprudence sur les signes religieux. Comment ne pas entendre son invitation à revoir notre conception du communautarisme, à le « penser autrement ». Cette autre vision, plus apaisante, nous est donnée par la sociologue Anne-Sophie Lamine qui met en perspective les identités religieuses, l'appartenance communautaire (expression moins stigmatisante que celle de communautarisme) et la participation sociale. Comme elle nous l'explique, la sociologie dispose « d'outils qui permettent de porter une grande attention à ce que font les acteurs sociaux au-delà des normes qu'ils défendent ou des discours qu'ils émettent ». C'est l'approche qualifiée de pragmatiste qui est privilégiée, par laquelle il est possible de dévoiler la réalité objective de l'identification religieuse et de l'appartenance communautaire. Retour à l'analyse juridique avec la confrontation de la réaction de l'État areligieux aux identités religieuses s'exprimant sous sa juridiction et à la posture de l'État revendiquant lui-même une identité religieuse. Un mot pour dire combien ces deux aspects ont fait l'objet de démissions en cascade des contributeurs pressentis, démissions plus ou moins justifiées et parfois tardives, qui n'ont pas facilité la tâche du coordinateur de ce dossier qui a dû lui-même mettre la main à la pâte. Clément Béalbaz focalise son

9. CEDH, Gde ch., 1^{er} juin 2014 ; avec Guy Haarscher nous nous étions essayés à un commentaire commun – qui fut finalement une analyse parallèle – de cet arrêt pour la *Revue trimestrielle des droits de l'homme*, expérience riche d'où naquit une amitié respectueuse de nos idées respectives, pas si éloignées au fond (RTDH 2015, p. 219-233).

attention sur l'identit areligieuse de la France et l'on conoit bien que cette identit-l s'incarne toute entire dans le principe de laicit que dfend pied pied l'auteur. Grard Gonzalez dresse quant lui un panorama des tats essentiellement membres du Conseil de l'Europe affirmant ouvertement la fondamentale de leurs liens avec une religion historiquement dominante sur leur territoire et avec laquelle ils entretiennent des liens particuliers, parfois des liaisons dangereuses.

Ce dossier n'avait pas vocation panser les blessures provoques par les heurts et malheurs de l'identit religieuse. Si tel tait le cas, ce serait un chec tant il fait ressortir les diverses interprtations, voire les dsaccords qui surgissent la lecture de ces diverses contributions. Heureusement d'ailleurs, sans quoi la libert d'expression, rduite un seul discours, s'en trouverait bien affaiblie. Un constat toutefois s'impose la lecture de ce dossier : le caractre rcurrent des rfrences la jurisprudence de la Cour europenne des droits de l'homme. Cela ne peut que rjouir le coordinateur de ce dossier qui soutient depuis longtemps l'ide d'une construction d'une libert europenne des religions plus¹⁰ ou moins¹¹ protectrice de l'identit des croyants¹². Mais le dbat ne saurait s'puiser dans cette seule jurisprudence de la Cour europenne des droits de l'homme. Si elle cadre encore aujourd'hui avec le dveloppement de la jurisprudence de la Cour de Luxembourg sur la question de la garantie de la libert de religion¹³, elle se dmarque de plus en plus de la posture du Comit des droits de l'homme des Nations unies, peu voqu dans ce dossier, qui s'rige en dfenseur de l'identit des croyants, plus prcisment de leur droit manifester leur religion par des signes distinctifs qu'il s'agisse du turban sikh, du *hijab* ou du *niqab*. L'identit religieuse apparat donc bien comme un redoutable instrument de fragmentation de l'universalit des droits humains, ou plutt de la dconstruction de ce mythe de l'universalit des droits humains n, pour faire court, au lendemain de la seconde guerre mondiale dans l'enthousiasme de l'adoption de la Dclaration

10. Dans la ligne jurisprudentielle de la CEDH, 25 mai 1993, *Kokkinakis c. Grce* (obs. G. GONZALEZ, in *Les grands arrts de la Cour europenne des droits de l'homme*, Paris, PUF, 9 d. 2019, p. 675).

11. Dans la logique de la jurisprudence sur les signes religieux (CEDH, Gde ch., 10 nov. 2005, *Leyla ahin c. Turquie* : AJDA 2006, p. 315-320, obs. G. GONZALEZ.

12. Selon la Cour europenne, la libert de pense, de conscience et de religion « figure, dans sa dimension religieuse, parmi les lments les plus essentiels de l'identit des croyants et de leur conception de la vie, mais elle est aussi un bien prcieux pour les athes, les agnostiques, les sceptiques ou les indiffrents » (*Kokkinakis*, prcit. 31).

13. G. GONZALEZ, « La libert de religion l'preuve de la jurisprudence de la Cour de justice de l'Union europenne », *RTDH* 2020, p. 103-120.

universelle des droits de l'homme. Dans la conclusion de la deuxième édition de son *Que sais-je ?* intitulé *Les droits de l'homme*, Jacques Mourgeon soulignait que « même dans les sociétés d'inspiration personnaliste, l'affirmation des droits reste un leurre à combattre, et leur aménagement une mystification à dénoncer¹⁴ ». Plus acerbe encore, plus de vingt ans après, il note que c'est « le même homme ayant aspiré hier par conviction à la liberté contre la contrainte, aux droits contre le Pouvoir dans l'espoir d'un salut terrestre, qui aspire aujourd'hui par abdication à magnifier le Pouvoir, à conforter la contrainte dans le même espoir d'un même salut, condamnant ainsi ses droits à n'être plus que rhétorique stérile¹⁵ ». Que penserait-il aujourd'hui alors que nous sommes résolument entrés dans une société biopolitique prophétisée par Michel Foucault¹⁶, qui, alliée au triomphe du modèle sécuritaire de Hobbes, nous promet des jours sombres ? Ce dossier lève un coin de voile sur le rôle de certaines revendications extrémistes, notamment au nom de l'identité religieuse, mettant l'accent plus ouvertement sur le salut céleste que terrestre. La gestion de ces situations par les sociétés libérales et démocratiques pose le dilemme de la sauvegarde de leur modèle tout en ne prêtant pas, par faiblesse, le flanc aux attaques de ceux qui souhaitent leur dissolution. Ce dossier dresse le bilan de cet exercice d'équilibriste et est une invite à la poursuite de la réflexion sur cette question. Il n'est pas l'heure de célébrer l'heur des identités religieuses mais la situation n'est pas si mauvaise. Ailleurs que dans nos sociétés libérales et démocratiques, elle est bien pire...

14. Paris, PUF, 2^e éd. 1981, p. 123.

15. Paris, PUF, 8^e éd. 2003, p. 123.

16. *Sécurité, territoire, population et Naissance de la biopolitique*, Paris, Gallimard, 2004.